

« Seule une Europe unie préservera son modèle social »

Moïse Sidiropoulos, récipiendaire honorifique du prix Nobel de la paix, attribué à l'Union européenne en 2012, est un Européen convaincu. Il rêve d'une Europe plus forte et milite pour une union politique et bancaire.

[Propos recueillis par Jean de Miscalot]

Les élections européennes ont lieu au printemps prochain. L'Europe sera-t-elle toujours en crise? Ou commencera-t-elle à en sortir?

Moïse Sidiropoulos: L'avenir dépend grandement de l'attitude de l'Allemagne, mais



dernier ressort. La banque de Francfort ne l'a pas. Les États-Unis sortent de la crise parce que la Réserve fédérale a inondé le pays de dollars. L'Europe a une monnaie commune pour les échanges de ses citoyens ou de ses entreprises, mais les États s'endettent dans une monnaie étrangère.

L'euro n'est pas la monnaie de l'Europe?

M. S.: C'est la monnaie des Européens, mais ce n'est pas la monnaie des États. En France, la Banque de France n'a pas le droit de gérer sa monnaie. La Banque européenne gère l'euro dans l'unique objectif de stabilité des prix. Il ne s'agit pas de créer de l'inflation par une masse monétaire abondante, mais si on a le privilège du prêteur en dernier ressort, on n'est pas obligé de l'utiliser. Il suffit de l'avoir: c'est comme l'arme atomique. Si les marchés savent que vous l'avez, ils resteront calmes. Si vous ne l'avez pas, ils vont vous attaquer.

Vous dites que le maillon faible c'est l'Allemagne, or c'est l'économie la plus puissante d'Europe.

M. S.: Si l'Allemagne tombait dans la crise économique, ce serait catastrophique pour l'Europe. L'Allemagne base sa croissance sur ses exportations. En 2008, 60 % de ses excédents commerciaux venaient des pays européens. Ils sont tombés à 32 % parce que ces derniers sont en crise. Le solde vient du reste du monde et particulièrement des pays émergents, qui, du fait d'un ralentissement de leur croissance, ont tendance à développer leur marché intérieur. C'est une menace pour l'Allemagne. Par ailleurs, elle connaît une vraie faiblesse: sa démographie. Dans quinze ans, l'Allemagne sera un pays de vieux. Actuellement des jeunes viennent de Grèce, d'Espagne, du

Portugal... ils sont médecins, ingénieurs et vont payer les retraites allemandes.

Que doit faire l'Allemagne?

M. S.: Elle doit augmenter sa demande interne, réinvestir ses excédents dans la demande intérieure. 60 % de ceux-ci sont placés dans les pays du Sud de l'Europe. Si l'Europe s'effondre, l'Allemagne perd tout. Surtout, je le répète, elle doit accepter l'union bancaire, la mutualisation de la dette, une politique budgétaire unique.

L'Europe a-t-elle encore les moyens de ses politiques sociales?

M. S.: Il faut préserver ces avancées sociales. Dans la mondialisation, tout passe par de grandes régions économiques. L'Europe ne préservera son modèle social que si elle est unie. Actuellement, la croissance se fait sur le dumping social. On a créé une monnaie unique suspendue au-dessus du vide et on attend qu'elle fasse tout. Or, faute d'une politique monétaire et budgétaire redistributive, l'euro accentue l'hétérogénéité des économies.

aussi de la France. Il y a actuellement un pas à faire vers l'union politique. On doit mettre en place une mutualisation des dettes. La dette européenne est plus faible que les dettes américaine et japonaise et pourtant c'est ici que se déchaîne la spéculation. L'union bancaire est indispensable pour que les capitaux, dans tous les coins de l'Europe, soient rassurés de la même manière et qu'ils ne soient pas tous dirigés vers l'Allemagne. L'Union européenne doit enfin se doter d'une banque centrale.

Il y en a déjà une.

M. S.: Malheureusement non! Le rôle d'une banque centrale est celui du prêteur en



Un autre Nobel

Enseignant à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Strasbourg, fondateur du Bureau d'économie théorique appliquée (Béta) et, avec Michel Dévoluy, de l'Observatoire des politiques économiques en Europe, Moïse Sidiropoulos est un Européen de cœur. En 2008 et 2009, alors qu'éclatait la crise grecque, il est parti enseigner à l'Université de Thessalonique. Il s'est battu pour que la Grèce ne sorte pas de la zone euro. Cet engagement européen lui a valu de partager, le 12 décembre 2012, avec 19 autres citoyens européens, le prix Nobel de la paix attribué à l'Union européenne, deux jours plus tôt.